

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 8 juin au 12 juin 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

### Faits marquants

- ❖ **Régional** : UE-AfOA : finalisation de l'accord de partenariat économique approfondi
- ❖ **Rwanda** : Approbation d'un nouveau programme FMI
- ❖ **Seychelles** : Nette baisse des arrivées touristiques depuis le début du conflit au Moyen-Orient

#### LE CHIFFRE A RETENIR

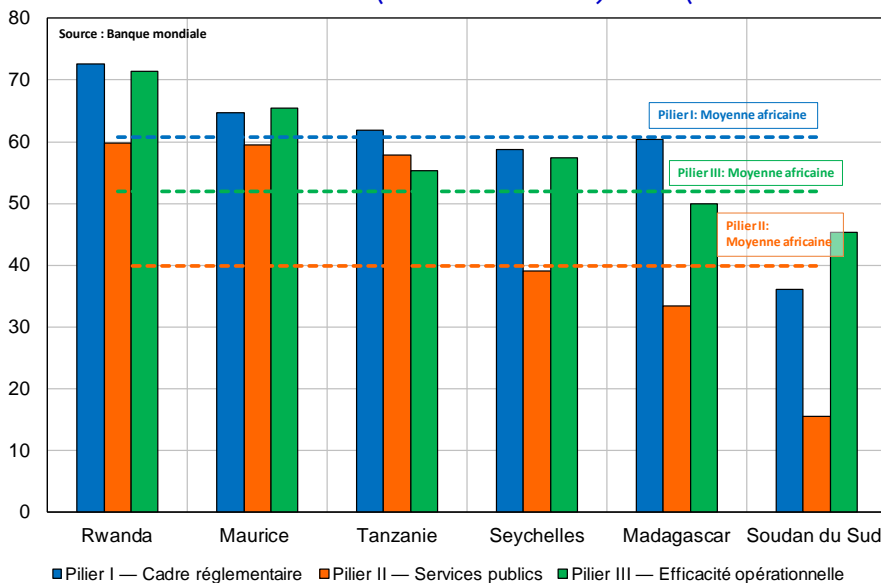
## 70 M EUR

**KENYA** : MONTANT CUMULÉ DES NOUVEAUX  
INVESTISSEMENTS ANNONCÉS PAR L'UNION  
EUROPÉENNE ( TRANSPORT, FIBRE OPTIQUE, ...)

### Le graphique de la semaine

#### AEOI : Performance dans le classement B-Ready de la Banque mondiale

- score allant de 0 (= niveau minimal) à 100 (= niveau maximal) en 2025 -



**B-READY (Business Ready)** est un rapport de la Banque mondiale qui évalue le climat des affaires à travers le monde. Il mesure les performances des économies selon trois piliers : le cadre réglementaire, les services publics et l'efficacité opérationnelle. Les scores globaux de chaque pilier sont calculés comme la moyenne simple des scores obtenus dans les 10 thématiques du B-READY, couvrant l'ensemble du cycle de vie d'une entreprise (de sa création jusqu'à son insolvabilité). Sur les 101 économies évaluées, 29 sont africaines, dont 6 sont localisées dans la région AEOI : le Rwanda, Maurice, les Seychelles, Madagascar et le Soudan du Sud.

Le Rwanda et Maurice se distinguent par la qualité de leur environnement des affaires au sein de la région, dépassant tous deux la moyenne africaine dans les trois piliers. La performance du Rwanda reflète des réformes institutionnelles soutenues, notamment la simplification de l'enregistrement des entreprises, la digitalisation des services publics et un modèle de développement centré sur la gouvernance, qui a constamment renforcé la confiance des investisseurs. Maurice bénéficie d'un écosystème financier mature et d'une stabilité réglementaire de longue date. La Tanzanie affiche des résultats supérieurs à la moyenne en matière de cadre réglementaire, ce qui traduit de réels progrès au niveau national malgré des services publics et une efficacité opérationnelle plus faibles. Madagascar et les Seychelles se situent autour ou en dessous des moyennes africaines, tandis que les scores du Soudan du Sud, en particulier dans les services publics, soulignent la fragilité structurelle des économies post-conflits.

## REGIONAL

### UE-AFOA : finalisation de l'accord de partenariat économique approfondi

L'Union européenne et les États insulaires de l'océan Indien occidental (Maurice, Madagascar, les Seychelles et les Comores) ont conclu les négociations relatives à l'approfondissement de l'Accord de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et les États d'Afrique orientale et australe (AFOA), à l'occasion d'une cérémonie organisée le 10 juin à Balaclava (île Maurice). Les négociations continuent avec le Zimbabwe. Cet accord renforcé vise à stimuler les échanges commerciaux, notamment en matière de services, à encourager les investissements, à créer des opportunités pour les entreprises et à contribuer à une croissance durable et inclusive dans la région. Cette étape marque l'aboutissement des discussions engagées en octobre 2019 afin de moderniser et d'approfondir l'APE intérimaire en vigueur depuis mai 2012. Cet accord a été signé en août 2009 par Maurice, Madagascar, les Seychelles, le Zimbabwe. Quant aux Comores, elles appliquent l'accord depuis février 2019 après l'avoir signé en juillet 2017.

## COMORES

### Visite de la ministre déléguée chargée de la Francophonie et des Partenariats internationaux

En déplacement aux Comores à l'occasion du 40<sup>e</sup> Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI) qui s'est tenu le 8 juin, la ministre déléguée chargée de la Francophonie et des Partenariats internationaux et des Français de l'étranger, Éléonore Caroit, a été reçue par le président Azali Assoumani au palais de Beit-Salam. Les échanges ont porté sur plusieurs enjeux régionaux, notamment la santé, l'adaptation au changement climatique et la coopération au sein de l'océan Indien. Cette visite intervient alors que la présidence tournante de la COI doit être transférée des Comores à la France (à travers La Réunion). À cette occasion, la France a réaffirmé son attachement à la coopération régionale portée par l'organisation et rappelé son souhait de voir Mayotte rejoindre la COI. La ministre a également visité le chantier de réhabilitation du lycée Saïd Mohamed Cheikh situé à Moroni, financé par l'Agence française

de développement (AFD). Par ailleurs, la ministre a signé, avec le ministre comorien des Finances, Moussa Abderemane, une convention de financement portant sur le renforcement des capacités du système scolaire comorien. Cette visite illustre l'engagement de la France en faveur du développement économique et social de l'Union des Comores.

## ÉTHIOPIE

### Octroi de la 1<sup>ère</sup> licence de banque d'investissement à un groupe étranger

L'Autorité éthiopienne des marchés de capitaux (ECMA) a accordé à United Capital Group, groupe financier nigérian, la première licence de banque d'investissement étrangère en Éthiopie. Délivrée le 5 juin 2026 après un long processus d'examen réglementaire, cette autorisation marque une étape majeure dans le développement du marché naissant des capitaux du pays. United Capital opérera à travers sa filiale locale, United Capital Financial Services PLC, basée à Addis-Abeba, avec un investissement initial supérieur à 1,5 M USD. A terme, la société pourrait se lancer dans d'autres catégories de licence, notamment la gestion de fonds collectifs. Le groupe nigérian prévoit de contribuer à la formation de professionnels locaux et au renforcement des capacités du secteur financier. Son arrivée devrait renforcer la confiance des investisseurs étrangers et encourager d'autres institutions internationales à s'intéresser au marché éthiopien, dans un contexte de réformes visant à moderniser les services financiers du pays.

### Accord au niveau des services atteint sur la 5<sup>e</sup> revue du programme FMI

Le FMI et le gouvernement éthiopien sont parvenus à un accord technique sur la 5<sup>e</sup> revue du programme de la Facilité élargie de crédit approuvé en juillet 2024 pour un montant total de 3,4 Md USD. Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration du FMI dans les prochaines semaines, l'Éthiopie pourrait recevoir un nouveau décaissement d'environ 468 M USD, portant l'appui total du FMI à près de 2,7 Md USD depuis le lancement du programme. Selon le chef de mission du FMI, les réformes économiques engagées par le gouvernement continuent de produire des résultats encourageants, notamment l'amélioration des

exportations, des réserves de change et des recettes publiques ainsi qu'une baisse de l'inflation. Toutefois, le conflit au Moyen-Orient a constitué un choc externe important, perturbant les échanges commerciaux et provoquant une hausse des prix du carburant et des engrais importés. Le FMI souligne néanmoins la résilience de l'économie éthiopienne et appelle à poursuivre les réformes monétaires, budgétaires et structurelles afin de préserver la stabilité macroéconomique et soutenir une croissance tirée par le secteur privé.

#### L'Éthiopie se dote d'un cadre national unique pour encadrer le commerce

Le 26 mai 2026, l'Éthiopie a adopté sa première politique nationale commune du commerce afin de remplacer un ensemble fragmenté de lois, de directives et de procédures qui encadraient le secteur depuis plus d'un siècle. Selon le ministre du Commerce et de l'intégration régionale, cette réforme vise à rendre la réglementation commerciale plus stable, transparente et prévisible pour les entreprises. Elle devrait favoriser le développement de l'industrie manufacturière, des services et du tourisme, tout en réduisant la dépendance du pays aux exportations de produits agricoles non-transformés. Afin de soutenir l'émergence de ces nouveaux secteurs, le gouvernement éthiopien prévoit des protections tarifaires temporaires ainsi que des mécanismes d'incitation destinés à protéger les industries nationales face à la concurrence étrangère, le temps qu'elles renforcent leur compétitivité.

## KENYA

#### Maintien du taux directeur malgré la hausse de l'inflation

Le 9 juin 2026, le Comité de politique monétaire (MPC) a maintenu le taux directeur de la Banque centrale à 8,75 %. Cette décision intervient malgré une hausse de l'inflation globale du Kenya à +6,7 % en mai 2026 (après +5,6 % en avril et +4,4 % en mars), tirée par l'augmentation des coûts de l'énergie liée à la hausse des cours mondiaux du pétrole. L'inflation reste toutefois dans la fourchette cible de +5,0 % ± 2,5 pts. La banque centrale a revu à la baisse sa prévision de croissance du PIB pour 2026, à +4,9 % (contre +5,3 % précédemment) - après +4,6 % en

2025 - en raison des risques liés à un conflit régional prolongé et à l'incertitude des politiques commerciales. Le secteur bancaire reste stable, avec une forte liquidité et de solides coussins de capital. Le taux des prêts non performants bruts (NPL) a légèrement baissé (15,3 % en mai 2026, contre 15,6 % en février et 17,6 % en août 2025). La croissance du crédit au secteur privé s'est améliorée à +9,3 % en mai (après +7,1 % en avril et -2,9 % en janvier 2025).

#### L'UE et le Kenya renforcent leur partenariat économique

La Vice-présidente exécutive de l'UE, Henna Virkkunen, a accueilli le Président du Kenya, William Ruto, à Bruxelles, le 8 juin. La rencontre a permis de renforcer le [partenariat stratégique](#) dans les domaines du commerce, de la transformation numérique et de l'investissement durable afin de stimuler la croissance économique mutuelle au profit des entreprises et des citoyens des deux parties. Mme Virkkunen a annoncé 70 M EUR répartis sur cinq initiatives :

- 17 M EUR pour moderniser le Corridor Nord, principale route commerciale d'Afrique de l'Est reliant Mombasa à Kisangani en République démocratique du Congo (RDC), en soutenant les chaînes du froid, le fret maritime et la simplification des règles commerciales ;
- 15 M EUR pour étendre le réseau national de fibre optique du Kenya vers les régions mal desservies ;
- 12 M EUR pour numériser l'enregistrement foncier, permettant aux ménages, agriculteurs et entreprises de prouver la propriété ;
- 10 M EUR pour le Centre de transformation numérique du Kenya, favorisant l'IA, la politique du commerce numérique, l'innovation et les compétences ;
- 16 M EUR pour transformer les camps de réfugiés en communautés intégrées, reconnaissant le rôle stabilisateur régional du Kenya et son engagement en matière d'accueil des réfugiés.

#### Dégradation du déficit commercial au T1 2026

Selon le rapport des [Leading Economic Indicators](#) de mars 2026 du Bureau national des statistiques du Kenya (KNBS), le déficit commercial du Kenya s'est creusé au T1 2026, de +17,4 % atteignant 3,4 Md USD (après 2,9 Md USD au T1 2025). Les importations ont progressé de +14,4 % (à 5,7 Md USD), dépassant la croissance des exportations, de +10,3 % (à 2,4 Md USD). Ce creusement du déficit commercial est

principalement imputable à la hausse des importations de produits alimentaires et boissons (+40,9 % en glissement annuel à 630 M USD), de carburants et lubrifiants (+15,8 % à 1,2 Md USD), ainsi que de fournitures industrielles, d'équipements de transport et de machines, confirmant la dépendance persistante du Kenya aux produits de consommation et énergétiques importés. Si la hausse des importations de machines et d'équipements peut témoigner d'une activité d'investissement dynamique, la progression plus rapide des importations par rapport aux exportations a accentué la demande en devises étrangères. Malgré tout, le shilling kényan est resté relativement stable.

## MADAGASCAR

### Rapport de la CNUCED sur la création de valeur et la diversification dans l'économie malgache

La CNUCED a publié et présenté, le 6 juin à Tananarive, un rapport présentant les opportunités et les limites de la diversification de l'économie malgache. Encore fortement dépendante des productions primaires à faible valeur ajoutée, l'économie du pays est exposée aux chocs externes et à la volatilité des prix des matières premières d'après de rapport. La CNUCED estime que la diversification productive repose avant tout sur le renforcement des capacités productives, des compétences, des infrastructures et de l'accès au financement. Une attention particulière est accordée aux minerais essentiels à la transition énergétique (METE), dont le développement devrait être davantage intégré au tissu productif national. L'étude identifie 259 produits à fort potentiel dans 23 secteurs, dont 209 présentent des opportunités d'exportation évaluées à 1,1 Md USD. Parmi eux, 29 produits liés aux METE représentent un potentiel d'exportation de 238 M USD, tandis que 48 produits pourraient se substituer à des importations pour une valeur estimée à 98 M USD. Les parties prenantes ont retenu 124 produits prioritaires dans huit secteurs, dont le développement nécessiterait 1,8 Md USD d'investissements. Le rapport formule plusieurs recommandations visant à renforcer les compétences, les infrastructures, le financement des entreprises et la stabilité des débouchés.

## MAURICE

### Report du 18ème US-Africa Business Summit

À l'issue de la réunion du Conseil des ministres du 5 juin 2026, le Gouvernement mauricien a annoncé le report à une date ultérieure du 18<sup>e</sup> US-Africa Business Summit, initialement prévu à Maurice du 26 au 29 juillet 2026, afin de prévenir le risque d'introduction du virus Ebola sur son territoire. Opportunité pour Maurice de promouvoir l'attractivité économique du pays ainsi que son positionnement en tant que plateforme d'investissements et d'échanges avec le continent africain, ce sommet organisé par la Corporate Council on Africa devait réunir plus de 2 500 responsables publics, chefs d'entreprise et investisseurs d'Afrique et des États-Unis. L'édition précédente, organisée en Angola, avait permis la conclusion d'accords d'une valeur estimée à près de 4 Md USD et réuni douze chefs d'État et de gouvernement africains.

## OUGANDA

### Léger retrait de l'indice PMI en mai sous l'effet de la crise au Moyen-Orient

L'indice directeur des achats (PMI – Purchasing Managers Index), publié par la Stanbic Bank, est un indicateur avancé de l'activité économique. Allant de 0 à 100, l'indice indique une expansion de l'activité lorsqu'il se situe au-dessus de 50 et une récession lorsqu'il se situe en deçà. Les effets de la crise au Moyen-Orient se font pour la première fois sentir sur l'indice qui perd -0,9 point en mai, à 54,1. La production, la création d'emplois et les achats d'intrants continuent leur hausse grâce à une demande résiliente. Ce dynamisme est néanmoins terni par la hausse du coût d'importation des intrants, en particulier du carburant et d'un allongement des délais de livraison. Au global, les entreprises restent toutefois optimistes pour les douze prochains mois, et ce dans tous les secteurs.

### Annnonce du budget 2026/27 au Parlement

Le nouveau Ministre des Finances, Henry Musasizi, a présenté ce jeudi le premier budget du nouveau quinquennat 2026-2031 du président Museveni. Estimé à 22,5 Md USD pour l'année 2026/2027, il serait financé à 54,5 % par des revenus domestiques qui sont, en proportion, en hausse (51,5 % en

2025/2026). Les 10,2 Md USD restants sont financés par l'endettement. Le pétrole ne représente encore qu'une part mineure des recettes (0,4 Md USD), reflétant la prudence des autorités sur la date de début d'exploitation. Au niveau des dépenses, la priorité est donnée au développement de l'économie grâce aux 4 piliers ATMS (Agro-industrialisation, Tourisme, Minerais et ressources naturelles, Science, technologie et innovation) pour multiplier par 10 le PIB du pays d'ici 2040 (Tenfold Growth Strategy). Le service de la dette pèse pour 40 % des dépenses de l'État (principal compris).

## RWANDA

### Approbation d'un nouveau programme FMI

Le 8 juin 2026, le Conseil d'administration du FMI a approuvé la demande du Rwanda pour un accord de [Facilité élargie de crédit \(FEC\)](#) d'une durée de 38 mois, avec un accès total de 250 M USD, et a autorisé un décaissement immédiat de 35,7 M USD. Le programme appuyé par la FEC vise à maintenir la dynamique de réformes, renforcer l'ajustement macroéconomique, reconstituer les marges de manœuvre de politique économique et gérer les retombées de la guerre au Moyen-Orient. Il repose sur trois piliers : un renforcement de la cohérence du *policy-mix*, une gestion prudente des risques budgétaires et de la dette afin de soutenir la croissance, ainsi que la promotion d'une croissance tirée par le secteur privé avec un meilleur contrôle budgétaire des entreprises publiques.

### Création d'une Agence nationale de l'intelligence artificielle

Le 8 juin 2026, un Conseil des ministres présidé par le président Paul Kagame a approuvé la création d'une Agence nationale de l'intelligence artificielle (IA), première institution du Rwanda entièrement dédiée à l'IA. Cette agence aura pour mission de promouvoir le développement, l'innovation, l'adoption, l'investissement et la gouvernance de l'intelligence artificielle afin de soutenir la transformation numérique et la croissance économique du pays. Elle s'inscrit dans le cadre de la politique nationale sur l'IA adoptée en 2023 et des initiatives en cours du ministère des Technologies de l'information et de l'Innovation, notamment le Rwanda AI Scaling Hub. Ce programme est soutenu

par environ 25 Md RWF (17,1 M USD) et se concentre sur des solutions d'IA dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'agriculture.

### Hausse des prix des carburants

Le 6 juin 2026, [l'Autorité rwandaise de régulation des services publics \(RURA\)](#) a relevé les prix de détail des carburants à des niveaux records, fixant l'essence à 2 938 RWF/litre (2,00 USD, +22,6 %) et le diesel à 2 927 RWF/litre (1,99 USD, +32,7 %) par rapport à la révision d'avril. La RURA a expliqué cette hausse par l'évolution des marchés internationaux du pétrole et des conditions d'approvisionnement, précisant que cette mesure vise à garantir la disponibilité des carburants tout en limitant les répercussions économiques et sociales. L'Autorité a également indiqué que les interventions publiques en vigueur ont permis d'atténuer la hausse des prix à la pompe. Les tarifs des transports publics resteront inchangés grâce au maintien des mesures de soutien de l'État aux opérateurs.

## SOMALIE

### Réduction de 50 % de la taxe sur les biens et services au Somaliland

Le ministère des Finances du Somaliland a annoncé, le 7 juin, une réduction de 50 % de la taxe sur les biens et services. Cette taxe passe ainsi de 5 % à 2,5 %. Malgré cette baisse, les autorités anticipent une amélioration de la mobilisation des ressources domestiques grâce à la poursuite de la numérisation de l'administration fiscale, à la modernisation des procédures de collecte et à l'élargissement de l'assiette fiscale, dans un objectif de renforcement durable des recettes intérieures.

## SOUDAN

### 87 M USD de la BAfD pour le secteur agricole

La Banque africaine de développement (BAfD) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont signé, le 8 juin, un accord portant sur la mise en œuvre d'un projet visant à soutenir le secteur agricole et à renforcer la sécurité alimentaire. Le projet « *Boosting Agrifood Systems Resilience in Sudan* » (BOOST), financé à hauteur de 87 M USD par la BAfD, a pour objectif d'aider les agriculteurs à restaurer la production, à réduire les pertes post-récolte et à renforcer leurs liens avec les marchés locaux. Il

devrait bénéficier à 23 000 ménages agricoles dans quatre zones des États de Sennar et du Nil Bleu, qui sont des États clés pour la production agricole au Soudan. Le projet devrait permettre la production d'un million de tonnes de céréales sur une période de quatre ans. L'appui aux agriculteurs comprend également des activités de formation et de développement de l'agrobusiness.

## SEYCHELLES

### Nette baisse des arrivées touristiques depuis le début du conflit au Moyen-Orient

Selon les données du National Bureau of Statistics (NBS), les tensions au Moyen-Orient ont pesé sur l'activité touristique seychelloise au printemps 2026. Après un début d'année dynamique (+7,2 % en janvier et +14,8 % en février en glissement annuel), les arrivées touristiques ont fortement reculé en mars (-37,2 %) et en avril (-28,4 %) par rapport aux mêmes mois de 2025. La baisse s'est toutefois atténuée en mai, avec 27 201 visiteurs contre 28 161 un an plus tôt (-3,4 %). Sur les cinq premiers mois de l'année, les Seychelles ont accueilli 145 858 visiteurs, contre 166 004 sur la même période en 2025, soit un recul de -12,1 %. Les arrivées en provenance d'Europe ont diminué de -11,6 % sur un an, tandis que celles en provenance d'Asie ont chuté de -23,3 %. La Russie constitue le premier marché émetteur avec 21 431 visiteurs (+13,3 %), devant l'Allemagne (18 797, -9,3 %) et la France (15 906, -12,8 %). En Asie, la baisse a été particulièrement marquée pour Israël (-63,9 %), et dans une moindre mesure pour les Émirats arabes unis (-8,3 %).

## TANZANIE

### Première visite d'État d'un président singapourien

Le président de Singapour, Tharman Shanmugaratnam a effectué du 8 au 10 juin 2026 la première visite d'État d'un président singapourien en Tanzanie. Sa venue a marqué le 45e anniversaire des relations diplomatiques bilatérales. À cette occasion, les deux présidents ont signé une convention de non double imposition ainsi que des mémorandums d'entente dans les domaines des crédits carbone, des échanges commerciaux bilatéraux et du transfert de compétences. Les deux parties ont par ailleurs annoncé l'ouverture prochaine de négociations en vue d'un accord de libre-échange (ALE) entre Singapour et la Communauté d'Afrique de l'Est — ce qui constituerait le premier ALE de Singapour avec un partenaire africain. Si Singapour demeure un partenaire économique modeste pour la Tanzanie, les échanges bilatéraux ont progressé, passant de 74 M USD en 2020 à 299 M USD en 2023, avant de chuter à 74 M USD en 2024. En trente ans, Singapour a enregistré 36 projets d'investissement en Tanzanie pour un montant cumulé supérieur à 500 M USD.

### Bilan de la visite d'État de la Présidente tanzanienne en Russie

À l'issue de la visite de la présidente tanzanienne, Samia Suluhu Hassan, en Russie entre les 3 et 5 juin 2026 et de sa participation au Forum économique international de Saint-Pétersbourg, le gouvernement tanzanien a annoncé que 2 Md USD d'investissements russes étaient attendus en Tanzanie dans les cinq prochaines années. Les principaux secteurs de partenariat sont la santé (20 M de vaccins devraient être produits en Tanzanie), le minier, l'agriculture et l'énergie (Gazprom a exprimé son intérêt pour l'exploration pétrolière et gazière).